

**Décision n° 2018-0704**  
**du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 12 juin 2018**  
**autorisant diverses entités à utiliser des fréquences assignées**  
**pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile**

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret du 13 octobre 1994 relatif aux radiocommunications intéressant la circulation des aéronefs ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2017-0383 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 21 mars 2017 modifiant la décision n° 2015-1160 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 1<sup>er</sup> mars 2017 modifiée portant délégation de signature ;

Vu les demandes présentées par les entités mentionnées dans l'annexe à la présente décision, incluant l'accord de la direction générale de l'aviation civile pour l'utilisation des fréquences concernées ;

**Décide :**

**Article 1.** Les entités citées dans l'annexe à la présente décision sont autorisées à utiliser les fréquences qui y sont mentionnées, pour l'exploitation de leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile, dans les conditions précisées dans la présente décision et son annexe.

- Article 2.** La présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est attribuée à compter de la date de la présente décision jusqu'au 31 décembre 2023.
- Article 3.** Au moins quatre mois avant la date de son expiration, seront notifiés aux titulaires les conditions de leur renouvellement ou les motifs d'un éventuel refus de renouvellement.
- Article 4.** La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.
- Article 5.** Les titulaires de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques sont assujettis au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.
- Article 6.** La directrice Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée aux titulaires.

Fait à Paris, le 12 juin 2018,

Pour le Président et par délégation

Jean-Luc STEVANIN  
Chef de l'unité gestion des fréquences

**Annexe à la décision n° 2018-0704**  
**du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 12 juin 2018**

Autorisation d'utilisation de fréquences assignées pour les réseaux radioélectriques indépendants

Création

Autorisation jusqu'au 31/12/2023

Dossier	Titulaire	Utilisation	Frq
201800590	BASF AGRI PRODUCTION	59 GRAVELINES	2 UHF
201800603	COMMUNE DE MURET	31 MURET	1 UHF
201800612	EDEN PORT SARL SANTELLI	20 CALVI	1 UHF*
201800613	BOUYGUES BAT HAB RESIDENTIEL	92 GARCHES	2 UHF
201800614	RENAULT	76 SANDOUILLE	1 UHF
201800615	ACTHYDRO	73 ALBERTVILLE	1 VHF*
201800616	COMPAGNIE DES CANALISATEURS	73 LA PLAGNE TARENTEISE	1 VHF*
201800617	EIFFAGE CONSTRUCTION GRANDS PROJETS	92 PUTEAUX	3 UHF
201800618	SAS EIFFAGE CONSTRUCTION HABITAT	92 CLICHY	1 UHF
201800619	PIERRE ET VACANCES RESIDENCES ET RESORTS	73 VAL D'ISERE	1 UHF
201800621	SERIS SECURITY	44 NANTES	2 UHF
201800622	RUN HELICO	97 ST PIERRE	1 UHF*
201800623	COMMUNE DE FORCALQUIER	04 FORCALQUIER	2 UHF
201800624	COMMUNE D'ISIGNY SUR MER	14 ISIGNY SUR MER	2 UHF
201800625	VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT	78 BAILLY	1 UHF
201800626	STRADAL	33 BEAUTIRAN	1 UHF
201800627	UNIVERSITE DE ROUEN NORMANDIE	76 MONT ST AIGNAN	1 UHF
201800628	SE3M	92 VANVES	1 UHF*
201800629	RADIO SERVICE PLUS	75 PARIS	10 UHF
201800630	VCF NORMANDIE CENTRE	27 VERNON	1 UHF

\* : les fréquences marquées d'un astérisque sont attribuées en partage et sans garantie de protection, pour une utilisation de façon localisée autour d'un site dont l'emplacement peut varier dans le temps

Dossier	Titulaire	Utilisation	Frq
201800631	VIA CONNECT LB	66 LE BOULOU	1 UHF
201800632	SOCODAG II	83 COGOLIN	2 UHF

\* : les fréquences marquées d'un astérisque sont attribuées en partage et sans garantie de protection, pour une utilisation de façon localisée autour d'un site dont l'emplacement peut varier dans le temps